

Au sud du Mexique, la route de tous les dangers pour les migrants clandestins

Les Centraméricains en transit vers les Etats-Unis sont devenus la cible des gangs des cartels de drogue

Reportage

Arriaga (Etat du Chiapas)
Envoyé spécial

Sous un soleil de plomb, Victor, 20 ans, enjambe la voie ferrée qui traverse la petite ville d'Arriaga, au sud-ouest du Mexique. « J'attends le train de marchandises qui me transportera jusqu'à la frontière américaine », lâche ce jeune Hondurien en réajustant la sangle de son vieux sac à dos.

Une traversée périlleuse : sur ce train, le 17 janvier, à 180 km de là, vers le nord, une centaine d'immigrés clandestins a subi une attaque d'hommes armés. Pourtant, dix jours plus tôt, à Arriaga, une caravane d'organisations civiques et religieuses avait réclamé la fin des agressions contre les migrants centraméricains qui parcourent le Mexique pour se rendre illégalement aux Etats-Unis. Sous la pression médiatique, le gouvernement mexicain annonce des mesures de défense des clandestins, victimes du crime organisé.

Le 7 janvier, des organisations non gouvernementales (ONG) ont accompagné durant deux jours une centaine de sans-papiers en camionnette et à pied jusqu'à la ville d'Ixtepec, dans l'Etat voisin d'Oaxaca. Les autorités locales ont déployé pour l'occasion un important service de sécurité. « C'est la première fois que la police escorte des clandestins ! », s'est félicité le père Alejandro Solalinde, organisateur de cette caravane, baptisée « Pas à pas vers la paix ». « Notre action symbolique veut forcer le gouvernement à protéger les migrants. »

Selon le Système d'intégration centraméricain, 150 000 clandestins d'Amérique centrale passent chaque année la frontière sud du Mexique. La plupart montent sur le toit de « la Bestia » (« la Bête »), surnom donné aux trains de marchandises qui sillonnent le pays. Des cibles faciles pour les bandes qui les agressent et les enlèvent à des fins d'extorsion. De février à septembre 2010, 10 000 clandestins



Un Hondurien voyage, escorté par un policier, près de l'Etat d'Oaxaca, le 7 janvier. MIGUEL TOVAR/AP

ont été kidnappés au Mexique, d'après la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), qui a recensé 214 rapt collectifs. Des chiffres contestés par Mexico.

Un jeune Salvadorien de 22 ans en a été victime : « Près de Nuevo Laredo [nord-est du Mexique], des hommes encagoulés ont stoppé le train et nous ont braqués avec des fusils-mitrailleurs. Je suis resté attaché deux mois avant que ma famille aux Etats-Unis paye pour ma libération. » La peur au ventre, Luis reprend pourtant sa traversée dans l'espoir d'une vie meilleure.

Selon la CNDH, la rançon exigée est de 2 500 dollars (1 835 euros) en moyenne par personne, soit un business évalué entre 25 millions et 50 millions de dollars par an. « Les kidnappeurs battent les hommes, en tuent certains devant les autres, violent les femmes », dénonce Elvira Arellano, dirigeante de l'ONG Familia Latina Unida Sin Frontera, en marche vers Chahuities.

C'est près de ce village de l'Etat d'Oaxaca qu'une quarantaine de clandestins a été enlevée le

16 décembre. Cinq jours plus tard, le Salvador, le Guatemala et le Honduras donnaient l'alerte. Depuis, cinq suspects ont été arrêtés. « Après avoir nié les faits, le gouvernement mexicain mène enfin l'enquête, sans s'attaquer à l'impunité du cartel de Los Zetas », critique Ruben Figueroa, dirigeant de l'ONG Movimiento Migrante Mesoamericano.

Prêtre menacé de mort

Associé aux gangs de jeunes ultraviolents, les maras salvadoriens, ce cartel de narcotrafiquants est aussi accusé du massacre, le 23 août 2010 à San Fernando, dans l'Etat de Tamaulipas (nord-est), de 72 sans-papiers centraméricains et brésiliens. « On sait qui sont ces criminels, mais les plaintes déposées restent sans jugement, fustige le père Alejandro Solalinde, qui gère, à Ixtepec, l'un des 52 refuges pour migrants tenus par l'Eglise au Mexique. Le négoce des enlèvements, en pleine expansion, profite de la corruption des autorités locales. »

Ce prêtre, menacé de mort par Los Zetas, mène ses propres enquêtes à partir de milliers d'interviews de victimes, répertoriées dans un registre. Il milite aussi pour la fin des arrestations menées de nuit par les agents de la migration. « Ils m'ont fait tomber du train, me brisant le pied, avant de me dépouiller. Police et narcos travaillent ensemble », dénonce Pedro, 22 ans, contraint par son plâtre de rester dans le refuge d'Ixtepec, où est arrivée la caravane le soir du 8 janvier. Bilan de l'opération : « Nous

avons obtenu le soutien des autorités et des promesses de mesures concrètes », se réjouit Hector Perez Garcia, le coordinateur au Chiapas de la CNDH. Devant les caméras de télévision, le gouverneur de l'Etat d'Oaxaca, Gabino Cué, a annoncé la création prochaine d'un tribunal spécialisé dans les délits contre les migrants, sur le modèle de celui créé depuis deux ans dans l'Etat voisin du Chiapas.

Procureur de ce tribunal, Enrique Mendez Rojas précise que « 270 criminels ont été arrêtés, faisant baisser de 90 % les délits contre les migrants dans notre Etat ». Une initiative que les gouvernements du Salvador et du Guatemala souhaitent voir étendue au reste du Mexique, en prévoyant l'extension de leur réseau consulaire pour assister leurs compatriotes.

Quant au gouvernement mexicain, il s'est engagé à mieux défendre les droits des migrants en perfectionnant le système de dépôt de plaintes des victimes et l'implication de la CNDH lors des opérations des agents de la migration. En outre, un programme multilatéral d'actions communes de protection des clandestins avec le Salvador, le Guatemala et le Honduras est annoncé pour fin janvier.

Mais dans l'attente de ces mesures, Veronica, une Hondurienne de 36 ans, s'inquiète : « Nous avons été protégés jusqu'à Ixtepec mais que se passera-t-il après ? » Plus de 5 000 km en train la séparent encore de la frontière américaine. ■

Frédéric Saliba

Les Etats-Unis soutiennent la lutte contre le narcotrafic

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton devait rencontrer son homologue mexicaine, la ministre des relations extérieures Patricia Espinosa, à Guanajuato (Mexique), lundi 24 janvier. La chef de la diplomatie américaine veut assurer les autorités mexicaines de la poursuite du soutien des Etats-Unis à la lutte contre le tra-

fic de stupéfiants. Le plan Mérida, lancé par l'administration Bush et confirmé par Barack Obama, représente une aide de 1,6 milliard de dollars (1,18 milliard d'euros) sur trois ans. En 2010, 15 273 morts violentes sont liées au crime organisé, une hausse de 60 % par rapport à 2009, selon des chiffres officiels.